



Le New Deal brun, partie IV

Avec l'abandon du Green New Deal, l'Europe se tourne vers un Brown New Deal militariste, désignant la Russie comme l'ennemi ultime. Provocations, propagande et révisionnisme historique sont utilisés pour justifier la militarisation rapide du continent.

sam. 13 déc. 2025

La transition entre le Green New Deal, désormais caduc, et le nouveau Brown New Deal – c'est-à-dire le militarisme européen – nécessite un ennemi, et le seul candidat semble être la Russie. Mais la Russie n'a aucun intérêt à attaquer l'Europe. La Russie s'intéresse au commerce, au tourisme, aux échanges culturels, mais certainement pas à la guerre ! Il devient donc indispensable d'organiser des provocations pour entretenir dans l'esprit des Européens le mythe de "l'agression russe", dans l'espoir de les persuader, ou à défaut, de les contraindre à accepter des niveaux élevés de dépenses militaires, à l'instar de ce qu'ils ont consenti pour l'énergie "verte" — dont les élites européennes tirent un avantage financier.

Cependant, il s'avère que des provocations timides telles que les frappes incessantes de drones ukrainiens sur des villes et des sites industriels russes ne suffisent guère à entretenir le mythe de « l'agression russe », sans parler de le rendre suffisamment convaincant pour motiver des dizaines de vrais croyants à faire la queue dans les centres de recrutement, impatients de mourir sur le front oriental en combattant les Russes agressifs à la manière ukrainienne. Heureusement, l'Occident collectif ne se limite pas à de timides provocations : des efforts sont également consacrés à façonner une image convaincante de l'ennemi.

Ces efforts sont assez importants. L'image belliqueuse de la Russie est cultivée sur un substrat fertile de fanatisme anti-russe et de russophobie vieux de plusieurs siècles, datant de la fin du XVIe siècle, lorsque Ivan a été déclaré « le Terrible ». Les efforts contemporains comprennent une réécriture fantaisiste de l'histoire qui relègue dans l'oubli tous les épisodes qui ne présentent pas la Russie sous un jour entièrement négatif, tout en mettant en avant tous les aspects négatifs qui peuvent être trouvés, y compris dans les œuvres de fiction, par exemple celles d'Alexandre Soljenitsyne, dans son chef-d'œuvre fictif *L'Archipel du Goulag*.

Pour rendre plus crédible cette falsification radicale de l'histoire, les gouvernements d'Europe de l'Est s'efforcent assidûment de détruire certains des 4 000 monuments commémoratifs dédiés aux soldats de l'Armée rouge tombés au combat qui se dressent au-dessus de leurs fosses communes dans toute l'Europe de l'Est. Ces soldats, qui sont morts en libérant ces pays des nazis allemands et de leurs alliés, sont aujourd'hui présentés comme des envahisseurs. Les pathétiques petits États baltes et la Pologne, farouchement russophobe, se sont montrés particulièrement actifs dans la destruction de ces monuments et sont même allés jusqu'à profaner les tombes. En revanche, aucun outrage de ce type n'a été signalé en Hongrie, en Slovaquie ou en Allemagne.

Le révisionnisme historique à l'envers aide commodément à cacher la vérité selon laquelle pratiquement toute l'Europe s'est rangée derrière le « Drang nach Osten » (la poussée vers l'Est) de l'Allemagne nazie et a participé à l'effort désastreux d'envahir l'URSS : La Finlande a participé au blocus de Leningrad ; les forces italiennes, hongroises, croates et roumaines ont pris part à la bataille de Stalingrad ; et les restes de la division Charlemagne, officiellement connue sous le nom de 33e division grenadiers Waffen SS et composée de volontaires français, ont été parmi les derniers défenseurs du bunker d'Adolf Hitler à Berlin en mai 1945. Certaines nations se sont davantage distinguées que d'autres : près de 50 000 volontaires « germaniques » issus de divers pays d'Europe du Nord-Ouest ont rejoint les Waffen-SS, contribuant ainsi à faire du fascisme un projet paneuropéen.

Tout cela permet une révision finale et spectaculaire des connaissances historiques communes : au lieu du récit historique fondé sur des faits, selon lequel l'Armée rouge de l'Union soviétique a d'abord repoussé une invasion non provoquée de l'Allemagne nazie et de ses nombreux alliés, puis a libéré la moitié de l'Europe du fascisme, on déclare désormais que l'Europe a été envahie par les « Russes » et que ces mêmes « Russes » barbares, génétiquement prédisposés à la violence et à la destruction gratuites, sans parler de leur incivilité et de leur grossièreté, envahissent à nouveau l'Europe.

Ils ont commencé par une « agression non provoquée » contre l'ancienne Ukraine soviétique (qui est soudainement devenue européenne), mais avec le temps, ils continueront sûrement à envahir le reste de l'Europe, car telle est leur nature. Et rien ne les arrêtera, à moins que l'Europe n'entreprene un programme de militarisation rapide, peu importe le coût, peu importe les dommages causés à la société ! C'est soit cela... soit l'esclavage russe !

L'asservissement serait personnellement mené par le redoutable dictateur Poutine. Son taux de popularité, stable comme un roc, d'environ 80 %, est considéré comme manifestement frauduleux : puisque les Russes sont supposés être les esclaves de Poutine, il va de soi qu'ils sont contraints de répondre aux sondages d'opinion exactement comme Poutine le souhaite. Ceux qui refusent sont fusillés ou envoyés dans les goulags (au pluriel).

Dépeindre Poutine comme un dictateur fait partie des outils politiques colonialistes occidentaux habituels : les nations à coloniser par l'Occident sont présentées comme barbares et dépourvues des bienfaits de la civilisation tels que la démocratie libérale. C'est pourquoi elles sont invariablement gouvernées par des tyrans sanguinaires qui doivent être rapidement détrônés, si l'on veut que ces nations soient civilisées, et remplacés par des tyrans sanguinaires soumis à l'Occident.

Concrètement, cela implique que la population de toute nation à coloniser est considérée comme une masse d'esclaves – propriété du tyran qui la dirige – et qu'une fois ce tyran renversé, la « propriété » des esclaves est automatiquement transférée à l'administration coloniale. Après tout, dépourvus de toute tradition d'autonomie, ces indigènes malheureux et ignorants doivent être gouvernés d'une main de fer – qui peut être celle d'un autre dictateur, à condition qu'il exécute avec empressement les souhaits de l'administration coloniale occidentale. La stratégie colonialiste occidentale repose donc sur le dicton oxymorique suivant : « Quiconque ne suit pas les diktats occidentaux est un dictateur. »

Ou, mieux encore, celle de plusieurs dictateurs, car un autre élément clé de la panoplie colonialiste occidentale depuis la Rome antique est le « divide et impera », souvent traduit à tort par « diviser pour régner ». Le verbe latin « imperare » signifie « commander » et n'implique pas automatiquement la conquête. Sur la base de cette technique bien rodée, le plan pour la Russie consiste à la diviser en plusieurs petits pays en exploitant les divisions géographiques et ethniques, rendant ainsi chaque partie plus facile à commander depuis Bruxelles ou Washington.

Une fois qu'il a été établi que toute personne que vous n'aimez pas est automatiquement un dictateur, la voie est libre pour établir un signe d'égalité entre les différents dictateurs. Après tout, ne sont-ils pas tous un peu dictatoriaux ? Il devient ainsi possible d'établir une équivalence entre le rouge et le brun : Hitler était un dictateur et Staline était un dictateur, alors quelle est la différence ?

Bien sûr, il y avait quelques différences notables. Hitler était nationaliste (comme le sont généralement tous les fascistes), sa couleur était le brun et sa devise « Deutschland über alles ! » (l'Allemagne au-dessus de tout), utilisée par le régime nazi pour affirmer la supériorité allemande sur toutes les autres nations. Staline, en revanche, était internationaliste, sa couleur était le rouge et sa devise était « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ».

Hitler était un fasciste allemand qui dirigeait les Allemands (ses citoyens et électeurs) et d'autres peuples en tant que sujets coloniaux à la suite de conquêtes. Staline, en revanche, était un communiste géorgien qui dirigeait un pays d'une diversité exaspérante où environ 49 % de la population ne parlait pas le russe comme langue maternelle (tandis que 29 % le parlaient comme langue seconde ou presque maternelle). Mais ne laissez pas ces nuances et ces détails complexes vous empêcher de voir l'équivalence entre le rouge et le brun ! Ainsi, Staline = Hitler.

La prochaine étape consiste à établir que tous les dictateurs russes sont identiques (en passant sous silence le petit détail que russe ≠ soviétique). Par conséquent, puisque Staline = Hitler et Poutine = Staline, il s'ensuit naturellement que Poutine = Hitler, CQFD. Et puisque Hitler a envahi toute l'Europe, il s'ensuit que Poutine fera de même, à moins que les Européens ne mobilisent tout le monde et ne s'arment jusqu'aux dents.

Malheureusement, il n'y a plus d'argent pour tout cela, ce qui est vraiment, vraiment dommage, car le talon d'Achille de toute kleptocratie est de n'avoir plus rien à voler. Les militaristes européens nouvellement éclos sont tous sur leur trente-et-un, mais n'ont nulle part où aller. Leurs dirigeants tiennent des conférences interminables où ils discutent de la possibilité de piller les comptes souverains russes chez Euroclear en Belgique (mauvaise idée) ou d'amener d'une manière ou

d'une autre les Américains à verser plus d'argent au régime de Kiev afin que les dirigeants européens puissent à nouveau prendre le train de nuit pour Kiev afin de ramener des valises remplies d'argent liquide.

Mais même si rien de tout cela ne fonctionne, le militarisme européen et le spectre de « l'agression russe » pourraient encore servir à détourner l'attention des populations européennes de la chute de leur niveau de vie, de la désindustrialisation galopante, de la hausse du chômage, des factures énergétiques ridiculement élevées, du chaos migratoire dans les rues ou de la situation financière désastreuse de l'Europe. À en juger par la popularité croissante de l'Alternative für Deutschland ou du Rassemblement national de Marine Le Pen, ou par la récente victoire électorale d'Andrej Babiš en Tchéquie, la population s'avère plutôt difficile à distraire. Le Brown New Deal, aussi mort-né que l'a été le Green New Deal, pourrait bien avoir une durée de vie encore plus courte.

Profitez-en tant que vous le pouvez !

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Série d'articles